

2
re

FRANCIS-J. AUDET
ARCHIVISTE ÉMÉRITE

Les Représentants de la France au Canada au XIXe siècle

(Tiré à 50 exemplaires)



LES ÉDITIONS DES DIX
MONTREAL
1939

ERRATA

Page 16. Lire Gautier, non Gauthier.

Page 20. Au lieu de "Deux fils encore vivants.....",
il faut lire: "Quatre fils: Philippe, ingénieur
civil au service de la Ville de Montréal; Armand,
directeur général adjoint et Secrétaire général
du Crédit Foncier Franco-Canadien; Pierre, qui
s'occupe de peinture en France; Jacques, décédé à
l'âge de 18 ans; et Jeanne qui a épousé en France
un propriétaire vendéen et qui habite la Vendée."

Edgar, né à Québec en 1873, Mesdames Armand
Brun et Dubosq de Beaumont, et Mademoiselle Jeanne
Chevalier étaient les enfants du Consul et non de
son fils Martial. ~~Celui-ci, chevalier de la
Légion d'Honneur, demeure à Montréal.~~

P 929,2
Au 23^{re}

Les Représentants de la France au Canada au XIX^e siècle

FRANCIS-J. AUDET
ARCHIVISTE ÉMÉRITE

Les Représentants de la France au Canada au XIXe siècle

(Tiré à 50 exemplaires)



BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

LES ÉDITIONS DES DIX
MONTRÉAL
1939

JX
1794
A59 A8 [S]

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

(Tous droits réservés par les Dix, Canada, 1939)

B. Q. R.
NO. 1713

Les Représentants de la France au Canada au XIXe siècle

AVANT-PROPOS

Il semble superflu de dire que le souvenir de la France est resté vivace au Canada. L'histoire de notre peuple en est un témoignage vivant. Tous nos historiens, Garneau, Bibaud, Gaspé, Sulte, Chapais et autres en sont garants. Faut-il ajouter nos poètes à ces écrivains? Nommer Crémazie, Fréchette, Chapman et Desaulniers devrait suffire. Et légion sont nos journalistes qui ont apporté leur tribut d'hommage à l'ancienne mère-patrie. Inutile d'insister davantage, on ne doit pas essayer de prouver un axiome; il suffit de l'énoncer. Il est donc intéressant de connaître la carrière des personnages qui ont représenté la France ici au cours de la deuxième moitié du XIXème siècle. Le temps passe si vite que plusieurs d'entre eux sont déjà oubliés ou peu s'en faut. Nous avons cru faire oeuvre utile autant qu'agréable en les rappelant à la mémoire de nos compatriotes, car ces consuls ont été les missionnaires de l'idée et du verbe français, et les dignes précurseurs des ministres plénipotentiaires d'aujourd'hui.

L'histoire du consulat de France au Canada est une page de l'histoire économique des deux pays qui demanderait, pour être bien traitée, beaucoup plus de renseignements que ceux qui sont présentement à notre portée. Il faudrait pouvoir étudier la correspondance que les consuls échangeaient avec le ministre des Affaires Etrangères et les rapports que faisaient les premiers. Aussi n'avons-nous pas eu la prétention d'écrire cette page. Notre ambition, beaucoup plus res-

treinte et plus modeste, se borne à faire quelque peu connaître les hommes distingués qui ont représenté la France au Canada. Tâche déjà assez difficile avec le peu de données que nous avons pu recueillir. En fait de renseignements, les journaux du temps sont aussi maigres... qu'un carême d'autrefois.

Consuls de France au Canada

Edward Ryan, marchand de Québec, consul	1855-1859
Baron de Gauldrée-Boileau, consul	1859-1862
Baron de Gauldrée-Boileau, consul général	1862-1864
Abel-Frédéric Gauthier, consul général	1864-1872
Martial Chevalier, consul général.....	1872-1875
Albert Lefaivre, consul général	1875-1881
Comte de Sesmaisons, consul général	1881-1885
Marquis de Ripert-Monclar, consul général ¹	1885-1886
Léon Duchastel de Montrouge, consul général intérimaire....	1886-
George Dubail, consul général	1886-1890
Comte de Turenne d'Aynac, consul général	1890-1894
Maxime Durand, consul général intérimaire	1893-1894
Alfred Kleczkowski, consul général à Québec puis à Montréal	1894-1906

Edward Ryan

Le gouvernement français a été, en général, bien inspiré dans le choix de ses représentants au Canada depuis 1855, lorsque, pour la première fois, Napoléon III nomma un consul pour s'y faire représenter. C'était le moment psychologique: la France et l'Angleterre étaient alors, non seulement en paix, mais étroitement unies par un traité d'amitié et par la guerre que ces deux pays poursuivaient en-

1. M. Lanen fut nommé consul général en février 1885, pour remplacer le comte de Sesmaisons, mais il ne vint pas au Canada.

semble contre la Russie. Le succès de leurs armées en Crimée ne pouvait que consolider leur alliance. Ce succès conjoint ne pouvait pas ne pas avoir d'écho au Canada où les descendants des deux races jouissaient alors d'un bon gouvernement sous un gouverneur éclairé, sir Edmund Head. Le parti libéral-conservateur venait, en effet, de naître, par l'union des libéraux du Bas-Canada et des tories du Haut-Canada. Le moment ne pouvait donc être plus propice pour la diplomatie française. Afin de tâter le terrain, le gouvernement français crut devoir d'abord se servir d'un représentant établi à Québec, c'est-à-dire de quelqu'un qui connaissait les besoins aussi bien que les ressources de la province. Son choix tomba sur Edward Ryan.

Natif d'Irlande, Edward Ryan était venu de bonne heure au Canada où il se lança dans le commerce d'importation et d'exportation à Québec. Armateur de renom, il avait fait de bonnes affaires et il était très bien vu dans le monde financier de la capitale. Il avait aussi, en société avec son frère Thomas, ouvert un magasin à Montréal où les affaires marchaient comme sur des roulettes.

Nous ne connaissons pas la date exacte de sa nomination au poste de consul de France à Québec, n'ayant pu trouver l'enregistrement de son exequatur. Il était cependant en charge du consulat, le 13 juillet 1855, lors de l'arrivée à Québec de M. de Belvèze, envoyé spécial de la France au Canada. Il demeura en charge jusqu'en 1859 lorsqu'il eut pour remplaçant le baron de Gauldrée-Boileau.

M. Ryan représentait aussi, en 1855, Lubeck et Hambourg, en qualité de consul.

L'honorable Thomas Ryan

Consul de France à Montréal en 1855, il était le frère et l'associé en affaires d'Edward Ryan, consul à Québec.

Il était né à Ballinakill, comté de Kildare, Irlande, le 21 août 1804, et il avait fait ses études au collège de Clongowes. Etabli à Montréal, il fut membre du conseil catholique de l'Instruction publi-

que du Bas-Canada. Il fut aussi l'un des directeurs de la Banque de Montréal, de la *Dominion Type Company*, de la *Montreal & Western Land Company*, et de la *North British and Mercantile Company*.

En 1863, M. Ryan se retira des affaires et il fut élu représentant de la division Victoria au Conseil législatif, remplaçant M. Luther-Hamilton Holton, démissionnaire. Il y siégea jusqu'à la Confédération quand il devint sénateur à Ottawa.

Il fit partie de la commission nommée en 1865 pour aller entamer des relations commerciales avec les Indes Occidentales, le Mexique et le Brésil.

M. Ryan était lieutenant-colonel dans la milice volontaire.

Il est mort le 25 mai 1889. Il avait épousé en 1871, Duding, fille cadette de Charles-N.-F. de Montenach, petite-fille de la baronne de Longueuil et veuve d'Olivier Perreault de Linière.

Paul-Henry de Belvèze

On ne peut parler des représentants de la France au Canada sans faire la part très large à M. de Belvèze envoyé en 1855, par l'empereur des Français, afin d'étudier la situation ici, du point de vue commerce et de l'extension des échanges entre la France et le Canada. Cette mission porta d'heureux fruits grâce à la sagacité et aux bons procédés de ce missionnaire de la bonne entente. Les Canadiens ne pouvaient oublier, comme dit le poète, que

Jadis la France sur nos bords
 Jeta sa semence immortelle
 Et nous, secondant ses efforts,
 Avons fait la France nouvelle.

C'est donc avec une joie mêlée d'orgueil que nous reçûmes l'envoyé de Napoléon III quand, se souvenant de ses cousins d'outre-Atlantique, il délégua le commandant de Belvèze au Canada dans le but d'y renouer les anciennes relations qui unissaient les deux pays.

Ce fut un enthousiasme débordant, délirant, bien propre à surprendre l'envoyé de France, au premier abord, mais cet homme était trop intelligent pour ne pas comprendre ses hôtes et il s'aperçut bientôt que cet hommage spontané s'adressait à l'ancienne mère-patrie plutôt qu'à sa personne. Cet enthousiasme se concevait facilement, même s'il parut à quelque fâcheux, un peu outré.

La famille de Belvèze est essentiellement méridionale. Elle remonte au XIII^{ème} siècle, et a longtemps habité Montauban. Race héroïque, les ancêtres de Paul-Henry se sont distingués au service des comtes de Toulouse, et des rois de France et de Navarre.

Fils d'Antoine-Jean-François-Elizabeth de Belvèze et de dame Marie-Joseph-Jeanne Guarrigues de Saint-Faust, Paul-Henry naquit à Montauban, le 11 mars 1801.

Elève de l'École Polytechnique, le premier novembre 1820, il entra trois ans plus tard dans la marine royale, en qualité d'élève de première classe. En 1824, il fit partie de l'expédition aux colonies espagnoles et fut témoin de leur chute. Le 22 mai 1825, Paul-Henry était nommé enseigne de vaisseau et deux ans plus tard, il devenait capitaine de frégate. Le premier juin 1827, le ministre de la marine le prit pour un de ses aides de camp. Enfin, par ordonnance du 8 septembre 1840, il fut fait capitaine de vaisseau. Si brillants qu'eussent été ses débuts militaires, on ne tarda pas à reconnaître chez lui des qualités de diplomate plus éminentes encore que celles de marin. Diverses missions lui furent confiées; en Espagne, en Grèce, aux Lieux-Saints et il s'en acquitta toujours avec honneur et une rare habileté.

En 1849, monté sur le *Panama*, il prit part à l'expédition romaine, puis il fut chargé du commandement de l'escadre de l'Adriatique au milieu de la lutte entre l'Autriche et l'Italie. Il devait sauvegarder l'influence française en évitant un conflit que la moindre imprudence pouvait soulever. Cela demandait de l'adresse. Il remplit sa mission avec tact et fermeté. A la suite de cette campagne, M. de

Belvèze fut nommé officier de la Légion d'honneur. En 1852, il était promu commandeur. Il fut appelé plus tard au conseil d'Amirauté.

Voilà en quelques mots l'homme que le gouvernement français chargea d'une mission au Canada en 1855.

« Un antagonisme traditionnel, une rivalité héréditaire, il n'y a pas à le nier, ont, de tout temps, existé entre la France et l'Angleterre. Quelques éclaircies de bonne union ont, à de rares intervalles, modifié la tendance native de ces deux puissances à se jalouser entre elles. »

Ainsi débute l'étude du comte Du Hamel² sur les relations entre ces deux pays voisins et rivaux. En 1855, on en était à une de ces brèves et peu fréquentes périodes d'accolades et de baisers Lamourette; une entente cordiale régnait alors entre les deux gouvernements. Celui de France voulut profiter de ce moment qui semblait propice à l'extension de son commerce à l'étranger. C'est dans ce but louable que Napoléon III confia à M. de Belvèze une mission au Canada. Il s'agissait de sonder le terrain, de rétablir l'influence française et de nouer des relations commerciales profitables aux deux pays.

La mission en France que s'était imposée J.-Guillaume Barthe, en 1853, eut-elle quelque chose à faire avec la décision de Napoléon III, de nommer M. de Belvèze pour faire un examen de la situation au Canada? « Les Français qui habitent Montréal, écrivait Barthe, sont si convaincus de l'heureuse ressource qu'offre leur patrie d'adoption à leurs compatriotes, qu'ils viennent d'y conférer sérieusement, dans une assemblée des leurs, sur la convenance plus que jamais opportune pour la France d'établir un consul au milieu d'eux³. » M. Barthe désirait renouveler les liens d'amitiés entre les deux pays en établissant des relations intellectuelles et commerciales plus étroites entre eux.

Les Français étaient, en effet, assez nombreux à Montréal à cette

2. *L'Angleterre, la France et la Guerre*, Paris, 1860.

3. *Le Canada reconquis par la France*, Paris, 1855. p. 292.

époque. « Dès 1835, dit Mgr Choquette⁴, les Français habitant Montréal, avaient fondé la Société dite « Napoléon » qui pactisait ostensiblement avec les sociétés canadiennes. De cette création, ajoute l'auteur, date, peut-être, l'éclosion dans nos campagnes de centaines de « Napoléon » sans empire! »

Près d'un siècle s'était écoulé entre le départ du chevalier de Lévis, à bord de la flûte *la Marie*, le 18 septembre 1760, et l'arrivée à Québec, le 13 juillet 1855, de la corvette *la Capricieuse*, commandée par le capitaine de Belvèze, en charge de la division navale de France sur la station de Terre-Neuve.

L'année précédente avait vu un traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et la France, et durant la guerre de Crimée, les troupes des deux pays alliés marchèrent ensemble à la victoire. Il va sans dire que l'arrivée d'un vaisseau de guerre français dans le port de Québec excita l'enthousiasme des Canadiens des deux langues.

M. de Belvèze fut reçu par le gouvernement canadien qui avait envoyé à sa rencontre l'*Admiral* avec trois membres du cabinet à bord, pour complimenter le commandant. Le steamer *Advance*, qui était descendu jusqu'à l'Île-Verte, remorqua la corvette jusqu'à Québec où celle-ci jeta l'ancre puis salua le drapeau de la citadelle de vingt et un coups de canon. Ce salut lui fut immédiatement rendu. Le lendemain, 14 juillet, le maire de Québec entouré du conseil municipal, du consul de France, M. Edward Ryan, et d'une foule immense, se rendit au quai de la Reine pour y recevoir le distingué visiteur français et lui présenter une fort jolie adresse de bienvenue à laquelle répondit M. de Belvèze. Tous remontèrent alors en voitures et se rendirent à l'hôtel du gouvernement où les attendaient le gouverneur général, sir Edmund Walker Head avec son conseil et un brillant état-major. La seconde visite du commandant fut pour l'archevêque de Québec.

Les visiteurs français furent royalement fêtés: bals, banquets, illuminations, feux d'artifice se succédaient sans interruption.

4. *Histoire de Saint-Hyacinthe*, page 128.

Le 18 juillet, M. de Belvèze et une partie de son équipage assistèrent à la pose de la pierre angulaire du monument qu'on élevait aux braves de 1760.

C'est à l'occasion de cette visite de *la Capricieuse* que Crémazie publia son beau poème *le Vieux soldat canadien* qu'il dédia aux marins de la corvette française.

M. de Belvèze visita Montréal, Kingston, Ottawa, Toronto, les chutes Niagara et Trois-Rivières.

Le 31 juillet la municipalité de Montréal recevait en grande pompe M. de Belvèze et ses marins. On venait d'apprendre la chute du Redan et celle prochaine de Sébastopol. Le chansonnier français Marsais improvisa les couplets sur les Français et les Anglais trinquant ensemble⁵.

De même qu'à Québec, M. de Belvèze et ses marins furent brillamment reçus et fêtés par la municipalité et les citoyens.

Il en fut de même aux Trois-Rivières, où le maire Jean-Baptiste Lajoie et les citoyens voulurent à qui mieux mieux témoigner de leur plaisir de cette visite. M. Massicotte⁶ raconte que la visite du commandant de Belvèze et du capitaine Gauthier fut l'occasion d'une chanson sur l'air de *Vive le Roi, Vive la France*.

Ottawa ne voulut pas se laisser dépasser par ses rivales du Bas-Canada. Réception officielle: le maire Lewis, le juge du comté, le shérif et les membres du comité de réception étaient à la gare de la rue Sussex, décorée à profusion. Ils emmenèrent les distingués visiteurs au *British Hotel* où des appartements avaient été retenus. Après un déjeuner pris dans l'intimité, l'on conduisit les hôtes sur la colline où s'élèvent aujourd'hui le parlement et les bureaux de l'administration. Là se trouvait alors une vaste caserne occupée par la garnison. Le commandant de Belvèze et son chef d'état-major, le capitaine Gauthier, y furent salués par dix-neuf coups de canon et les soldats présentèrent les armes. Un trône garni d'un tapis et surmonté d'un dais

5. Benjamin Sulte, *B.R.H.*, 1904, p. 156.

6. *B.R.H.*, 1924, p. 62.

rouge avait été préparé pour le *French Admiral* comme on désignait le commandant de la *Capricieuse*. Une adresse fut lue en anglais par le shérif et traduite en français par l'ancien maire, J.-B. Turgeon. M. de Belvèze répondit avec tact, associant les noms de l'empereur des Français et de la reine Victoria, et rappelant l'alliance des deux souverains contre la Russie. Ce discours fut traduit en anglais par l'honorable Lewis-Thomas Drummond. Le soir, un grand dîner, présidé par le juge Armstrong, réunissait la société de la future capitale. M. de Belvèze fut ensuite l'hôte de l'Institut Canadien et le distingué visiteur répondit par une improvisation à l'adresse de cette société.

Le lendemain, qui était un dimanche, les officiers français montèrent à bord du vapeur *Emerald* et firent l'excursion aux rapides des Chats. En route on visita la vaste scierie de John Egan & Co. et une collation fut servie à bord.

Les hôtes d'Ottawa, le commandant et son lieutenant, s'en retournèrent à Montréal par voie de Prescott. Ils étaient enchantés de leur promenade et ils gardèrent un très bon souvenir de leur visite dans la future capitale.

Enfin, le 25 août la *Capricieuse* levait l'ancre et quittait Québec pour retourner à Terre-Neuve.

Cette tournée triomphale de M. de Belvèze avait, d'après Benjamin Sulte, mis la puce à l'oreille de quelque *jingo* anglais. De retour à Paris, notre ambassadeur apprit que le gouvernement anglais avait vu d'un mauvais oeil la réception enthousiaste faite au commandant de la *Capricieuse* et le ministre de la marine apeuré, ne voulant pas nuire à la bonne entente, sacrifia son ambassadeur qui dût donner sa démission et on le relégua dans un bureau quelconque de l'administration. On n'entendit plus parler de lui. Ce récit de M. Sulte n'est pas tout-à-fait exact. M. de Belvèze était venu au Canada dans le but d'étendre les relations commerciales de ce pays avec la France. Cela ne pouvait nuire à l'Angleterre qui l'avait permis et approuvé. Elle ne pouvait donc se formaliser de la réception faite au représentant de son alliée.

Le commandant de Belvèze conserva son commandement jusqu'en 1858, alors qu'il semble avoir encouru la disgrâce ministérielle. On lui accorda un congé illimité et il se retira à Toulon. Trois ans plus tard, la limite d'âge l'atteignit et il prit sa retraite.

Dans les premiers jours de 1875, il fit un voyage à Rome et fut reçu en audience privée par Pie IX qu'il avait connu dans sa mission du Chili. Bientôt après son retour à Toulon, il ressentit les atteintes d'une maladie inexorable. S'apercevant lui-même de la gravité du mal, il prit ses dispositions suprêmes.

M. de Belvèze mourut le 8 février 1875.

Les souverains qu'il avait connus dans ses diverses missions lui avaient témoigné leur estime. Il fut nommé commandeur de Saint-Grégoire-le-Grand, d'Isabelle-la-Catholique, de Sauveur de Grèce, du Nichan et du Saint-Sépulcre.

M. de Belvèze avait épousé à Paris, le 11 février 1823, Suzanne-Baptistine-Victoire-Louise, fille de l'amiral Maurice-Julien Emériau, chevalier de Saint-Louis, grand'croix de la Légion d'honneur, pair de France et comte de l'Empire.

Le baron de Gauldrée-Boileau

La mission de M. de Belvèze avait porté des fruits. Depuis 1855, la France s'était contentée des services consulaires de M. Edward Ryan, marchand de Québec, qui représentait aussi Lubeck et Hambourg. A la suite du rapport circonstancié, et fort aimable envers les Canadiens, qu'avait fait M. de Belvèze au ministre, l'Empereur décida de nommer à Québec un consul général pour le Canada et son choix tomba sur le baron de Gauldrée-Boileau.

La Minerve du 5 juillet 1859, reproduisait du *Courrier du Canada* la note suivante: « Nous apprenons les nouvelles suivantes par une lettre particulière qu'on a eu la bonté de nous communiquer.

« M. Blancheton ci-devant consul de France à Bahia, au Brésil, est mort à son retour à Paris au moment où il se préparait à venir

occuper son nouveau poste de Consul de France à Québec. Il paraît qu'il sera remplacé dans cette situation par M. Gauldrée de Boileau ci-devant consul à Calcutta. »

La Minerve annonçait, le premier septembre suivant, l'arrivée à Québec du baron et de madame de Gauldrée-Boileau, avec leur famille, à bord du transatlantique l'*Indian*. Ils se logèrent à l'hôtel Russell. Le journal montréalais leur souhaitait la bienvenue à Québec et dans tout le pays « qui fut autrefois la Nouvelle-France, pays où ils retrouveront un peuple de compatriotes dans le coeur duquel le temps et les événements n'ont effacé ni les souvenirs d'une noble origine ni les affections qui naissent d'une communauté de croyances, de langage et d'aspirations. »

Le baron de Gauldrée-Boileau remplaça, en effet, M. Edward Ryan à Québec en 1859, et, trois ans plus tard, il fut nommé consul général au Canada avec résidence à Québec.

« La nomination d'un consul général relèvera le Canada aux yeux du monde entier en faisant connaître les ressources du pays, » disait l'honorable Joseph Cauchon, commissaire des Terres de la Couronne du Canada, en recommandant cette mesure au Conseil Exécutif (février 1856). Et il ajoutait: « L'Exposition de Paris a montré le développement du commerce avec la France. La mission spéciale de M. de Belvèze a trouvé que le moment était propice au développement des relations commerciales entre les deux pays. Plusieurs maisons de commerce de France et du Canada demandent l'extension du commerce, surtout celui des bois du Canada et des manufactures de Paris. Il faut supprimer les obstacles et les restrictions. L'ambassadeur de France à Londres est trop loin. Il faudrait ici un consul général au fait des affaires et qui serait en mesure d'aider au commerce. »

Pour obtenir la création de ce consulat général il fallut s'adresser à Londres et montrer la nécessité d'une telle nomination. La Grande-Bretagne négocia alors avec la France qui obtint ce qu'elle désirait.

En 1863, M. Théodore Doucet fut nommé agent consulaire à Montréal, et M. W.-J. Macdonell obtint un poste similaire à Toronto.

Le baron de Gauldrée-Boileau eut pour successeur, en 1864, M. Abel-Frédéric Gauthier.

Abel-Frédéric Gauthier

Il succéda, en 1864, au baron de Gauldrée-Boileau en qualité de consul général au Canada. Il avait servi à Gibraltar, à Singapore et autres endroits.

M. Gauthier demeura huit ans à Québec et il sut se concilier l'estime et l'affection des Canadiens par sa conduite aimable et par son assiduité au travail. Le commerce avec la France augmenta notablement au cours de ces années.

En 1868, M. Gauthier eut le plaisir de recevoir la visite de la frégate française à vapeur, *la Destrées*, vaisseau de six canons. Elle arriva à Québec le 16 août et en repartit le 11 septembre. Elle était commandée par le capitaine Lévesque des Varannes.

C'était le premier vaisseau de guerre français qui venait à Québec depuis *la Capricieuse*, aussi les officiers et l'équipage furent-ils reçus aux acclamations de la population de la vieille capitale.

L'Événement du vendredi 7 juin 1872 nous apprend que « mercredi après-midi, à l'Hôtel de Ville, son honneur le Maire de Québec a présenté à M. Gauthier, ex-consul de l'Amérique Britannique du Nord, deux adresses avant son prochain départ pour l'Europe. Un cadeau de \$1054 accompagnait ces adresses. La première de celles-ci, venait d'Ottawa, des membres du Parlement Fédéral. Elle était signée par sir John, sir Georges, l'honorable M. Langevin et un grand nombre d'autres membres de la Législature, notamment par les ministres de la Province de Québec, le président du Sénat et l'honorable M. Blanchet. La seconde adresse a été présentée à M. Gauthier par les citoyens de cette ville. Elle portait les signatures de son Excellence sir N.-F. Belleau, de l'Archevêque, de l'évêque anglican, des juges Duval,

Meredith, Taschereau, Stuart, Bossé, H.-E. Taschereau, Casault, Caron, Black et Doucet. On voyait de plus les noms des présidents et directeurs des différentes Banques, celles du Recteur de l'Université Laval, du maire de Québec, des échevins et conseillers, des consuls étrangers ainsi que d'une foule d'autres personnes de distinction, tant du commerce que des professions libérales et du clergé. Les efforts faits par M. Gauthier durant les huit années qu'il a demeuré au milieu de nous pour faciliter nos relations commerciales avec la France lui ont mérité l'estime de tous. M. Gauthier a répondu avec beaucoup de délicatesse et d'apropos mais sa voix paraissait très émue en voyant cette démonstration dont il était l'objet. »

M. Gauthier, disait le même journal, le 8 juin, ancien consul général de France à Québec et madame Gauthier sont partis ce matin pour l'Europe. Un grand nombre de personnes sont allées au vapeur leur dire adieu. M. et Mme Gauthier laissent à Québec des souvenirs qui ne s'oublieront pas. Il avait obtenu des souverains auprès desquels il avait été accrédité, des honneurs mérités ainsi que le démontre le texte de l'adresse qui lui fut présentée le 5 juin.

« A Monsieur Abel-Frédéric Gauthier, officier de l'ordre national de la légion d'honneur, commandeur des ordres de Charles III et d'Isabelle la Catholique, d'Espagne, avec plaque, commandeur de l'ordre de Saint Grégoire le Grand, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique et de la Conception, de Portugal, Consul Général de France dans les provinces britanniques de l'Amérique du Nord.

« Au moment où vous allez quitter ce pays où vous avez si longtemps rempli de si hautes fonctions, nous croyons devoir vous exprimer et le regret que nous cause votre départ et la vive sympathie que nous éprouvons pour vous.

« Le zèle et l'habileté que vous avez déployés et les succès que vous avez obtenus dans la mission qui vous a été confiée sont connus et appréciés de tous les habitants de ce pays; vous avez puissamment contribué à renouer nos relations commerciales avec la France si longtemps interrompues et les bons souvenirs que vous et votre fa-

mille laisserez ici s'ajouteront à ceux que nous garderons des résultats de vos efforts.

« Permettez-nous de vous souhaiter, ainsi qu'à madame Gauthier et à toute votre famille tout le bonheur et toute la prospérité dont vous êtes digne à tant de titres. »

M. Gauthier eut pour successeur à Québec M. Martial Chevalier.

Il avait épousé à Gibraltar, en 1847, une Anglaise, Juliana, fille du colonel Edmund Lascelles⁷, et il en eut quatre enfants: deux fils, Frédéric et Arthur, et deux filles, Alice et Edith. Frédéric naquit à Gibraltar en 1849. Il devint capitaine dans la milice canadienne et fut aide de camp du lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just. Après le renvoi d'office de ce dernier, M. Gauthier continua ses services auprès de lui avec un dévouement digne d'éloges et le servit à ses propres frais, dans les divers lieux où il fut appelé à se rendre⁸. Frédéric épousa, un peu plus tard, Aimée, fille de Luc Letellier de Saint-Just. Il habita longtemps Winnipeg en qualité d'agent du Pacifique Canadien. Il mourut le 16 mai 1919, à l'âge de soixante-dix ans, et sa femme décéda au même endroit en janvier 1931. Son frère Arthur, né à Singapore, mourut en bas âge à Québec. Alice, née en Californie, épousa à Londres, Edward Ross, qui mourut en Angleterre, en 1937. Edith devint la femme de Walter Kirby, de Winnipeg. Elle habite maintenant Vancouver, avec ses deux enfants⁹.

Martial Chevalier

Consul général à Québec, de 1872 à 1875, M. Martial Chevalier était né à Limoges, le 28 mai 1816.

Entré dans le service consulaire, il fut successivement consul à

7. Appartenant à une branche cadette de la famille des vicomtes de Lascelles, maintenant représentée par le comte Harewood, beau-frère du roi Georges VI. M. Gauthier avait quarante ans, elle en avait dix-huit. Il était catholique et elle, anglicane.

8. P.-B. Casgrain, *Letellier de Saint-Just et son temps*, pp. 446 et 447.

9. Notes du juge Surveyer.

San-Francisco, à Turin, à Genève, à Québec et à La Havane. Il fut ensuite nommé ministre plénipotentiaire.

Ce fut par une simple coïncidence qu'il arriva à San-Francisco au moment du « gold rush », en 1849. Le lot de terre qui lui fut donné par la ville, comme à tous les consuls étrangers, n'était pas aurifère mais il était, paraît-il, situé dans un quartier qui est peut-être le centre de la ville actuelle. Ce dernier point n'a, de fait, jamais été éclairci car on n'a pu retrouver le titre en question dans ses papiers.

Michel Chevalier, économiste et frère de Martial, fut le beau-père de Paul Leroy-Beaulieu ainsi que du docteur Albert Le Play, sénateur¹⁰.

M. Chevalier arriva à Québec à bord du *Sarmatian* et il descendit avec sa famille à l'hôtel Saint-Louis.

Il y avait à peine un an qu'il exerçait ses fonctions à Québec quand il reçut, le 8 août 1873, la visite de l'avisio *d'Estaing*, commandant Human. Onze jours après son arrivée, l'importante manufacture de meubles de M. Drum, située sur les bords de la rivière Saint-Charles, fut la proie des flammes. Les marins du *d'Estaing* furent au nombre de ceux qui aidèrent les pompiers en cette occasion, et l'on fut à même d'admirer leur sang-froid et leur habileté dans la lutte contre l'élément destructeur. Le conseil de ville leur vota des remerciements. Le *d'Estaing* quitta Québec le 27 septembre suivant.

Cette visite fut suivie, le 1er août 1874, de celle de la frégate *la Magicienne* portant le pavillon de l'amiral Thomasset, et de l'avisio *Adonis*, commandant Human. Ces navires demeurèrent dans le port de Québec pendant quinze jours. Ils eurent, eux aussi, une enthousiaste réception. Le corps de musique de *la Magicienne*, sous l'habile direction de l'artiste Cretalla, fit les délices des Québécois pendant toute la durée de la visite de ces navires à Québec.

Depuis, le port de Québec a reçu par intervalles de fréquentes

10. Renseignements reçus par le juge Surveyer, de la part de M. Armand Chevalier, petit-fils du consul.

visites de navires de guerre français qui ont entretenu ici le souvenir et l'amitié de l'ancienne mère-patrie¹¹.

M. Chevalier demeura trois ans à Québec. Par décret en date du premier avril 1875, sur la proposition du ministre des Affaires Etrangères, il fut appelé au consulat général de France à La Havane, en remplacement du comte Méjun, décédé.

M. Albert Lefaiivre fut appelé en la même qualité à Québec.

M. Martial Chevalier est décédé à Paris en 1892. Son fils Martial, pendant plusieurs années administrateur du Crédit Foncier Franco-Canadien à Montréal, épousa à Québec mademoiselle Peters dont il eut cinq enfants: deux fils encore vivants, Armand et Edgar, agriculteurs, et trois filles aujourd'hui décédées: madame Armand Brun, madame Dubosq de Beaumont, dont le mari a écrit un livre sur l'Acadie, et mademoiselle Jeanne Chevalier.

M. Martial Chevalier semble le seul consul de France, avec MM. Gauthier et Duchastel de Montrouge, qui ait fait souche au Canada.

Albert Lefaiivre

Né en 1830, M. Albert Lefaiivre était consul de seconde classe à Charleston, quand il fut nommé consul général à Québec, le premier avril 1875. Il débarqua à Québec le 20 mai suivant et il descendit à l'hôtel Albion.

Il a publié des articles de journaux et s'est servi des pseudonymes: J. Guérard et Grünewald.

Sous le pseudonyme de J. Guérard, M. Lefaiivre écrivait en parlant d'Ottawa:

“Ici comme partout, le Franco-Canadien s'est infiltré goutte à goutte et tend à submerger les autres éléments... Des centaines de petits Canadiens surgissent comme de dessous terre, s'abattent sur la voie publique, et, sans respect pour la race conquérante, échangent de vigoureux coups de poings avec les rejetons de la Grande-Bretagne...

11. Voir *B.R.H.*, VII, 310-313.

Après dix ans, conclut-il, la nouvelle capitale se française, pour ainsi dire, à vue d'oeil¹². »

M. Lefavre donna en 1880 et 1881, à l'Université Laval, une série de conférences sur la littérature allemande. Ces conférences réunirent un auditoire nombreux et distingué. « On reconnaissait l'écrivain érudit et spirituel, le critique exercé qui sait choisir avec le plus grand goût ses citations, et à qui son sujet est familier jusque dans les plus petits détails. Il n'est pas seulement critique mais philosophe¹³. »

C'est pendant le consulat de M. Lefavre, en 1880, que fut fondé à Montréal, par MM. de Thors et Molinari, le Crédit Foncier Franco-Canadien. C'est là, croyons-nous, le premier apport sérieux de capitaux français à la finance de la province de Québec. Cette création fut le fruit des efforts combinés du consul et de l'honorable J.-Adolphe Chapleau, alors premier ministre à Québec, qui fit un voyage à Paris afin de mettre la dernière main aux négociations et compléter les arrangements voulus. Comme nous l'avons vu plus haut, M. Martial Chevalier, fils de l'ancien consul, fut nommé le gérant de cette compagnie qui fait encore affaires à Montréal.

M. de Thors donna avant son départ pour la France un dîner magnifique aux personnes qu'il avait connues intimement. Il fit les choses princièrement, et jamais dîner ne fut plus gai, plus agréable.

L'Événement du 4 mai 1881 annonçait qu'un certain nombre de citoyens influents avaient siégé la veille à l'Hôtel de Ville, pour aviser aux moyens à prendre pour donner un dîner à M. Lefavre avant son départ pour New-York. Un comité fut nommé pour recueillir des souscriptions pour le dîner qui devait avoir lieu le 16 de ce mois. Le 21 juin la Société Française de Bienfaisance témoigna dans une adresse, son estime au consul, qui répondit avec émotion et fit l'éloge de son successeur.

M. Lefavre reçut, le 23 mai 1881, du ministère des Affaires

12. A. Lefavre, *La France Canadienne*, in-8 de 45 pages, Paris, 1872.

13. Ces conférences ont été réunies en un volume paru à Paris.

Etrangères de la République, l'information que le gouvernement français désirait conclure un traité de commerce directement avec le gouvernement canadien. Le consul communiqua cette dépêche au gouvernement d'Ottawa. Mais ce traité ne fut signé que quatorze ans plus tard, et entra en vigueur le 14 octobre 1895.

Paul, fils de M. Lefaiivre, a été consul à La Havane. Il avait épousé à Versailles, en avril 1904, Renée-Anna, chanoinesse de Sainte-Anne de Bavière, née à Paris, le 8 février 1856, fille du vicomte Maxime Renaud d'Avène des Méloizes-Fresnoy, grand officier de la Légion d'honneur, et de Sophie-Clémence Poupillier¹⁴.

M. Lefaiivre fut remplacé par le comte de Sesmaisons.

Il demeura très attaché au Canada. En 1897, il fit un discours à un dîner canadien organisé par M. Louis Herbette, conseiller d'Etat. Là, il rappela le temps passé à Québec et ses souvenirs d'Hector Fabre « qui était aussi parisien à Québec il y a vingt ans, qu'il l'est à Paris aujourd'hui¹⁵. »

Le comte de Sesmaisons

Le comte de Sesmaisons succéda, en 1881, à M. Albert Lefaiivre en qualité de consul général. Il appartenait à une vieille famille française qui s'était distinguée dans la politique, la littérature et l'armée. Le comte se nommait Claude-Clément-Gabriel. Il était le fils du marquis de Sesmaisons et de Louise de Choiseul. Il avait épousé Louise-Charlotte-Alphonsine Savary de Lancosme¹⁶.

Le nouveau consul avait été conseiller général du département de la Manche, puis il avait été nommé consul de première classe à Venise.

Il s'embarqua au Havre pour New-York, le 28 mai 1881, et il arriva à Québec le 22 juin suivant, avec sa famille. La Société Fran-

14. P.-G. Roy, *La Famille Renaud d'Avène des Méloizes*, p. 44.

15. Note du juge Surveyer qui était présent à ce dîner.

16. Note de M. Régis Roy, tirée de *l'Etat de la Noblesse de France*, par Lachesnaye des Bois.

çaise de Bienfaisance de cette ville lui souhaite la bienvenue, le soir même de son arrivée. Les membres furent présentés au nouveau consul par M. Lefavre.

La Minerve du 27 mai 1886 annonçait que le comte de Sesmaisons avait été nommé ministre plénipotentiaire, mais on ne disait pas où.

M. Lanen avait été désigné en février 1885, pour remplacer le comte de Sesmaisons, mais il ne vint pas au Canada, ayant été promu ministre plénipotentiaire à Port-au-Prince, Haïti. Ce fut le marquis de Ripert-Monclar qui remplaça, en 1885, M. de Sesmaisons.

M. de Sesmaisons s'était fait des amis au Canada, entre autres, M. Louis Perrault, imprimeur, et sa soeur, qui allèrent passer quelque temps dans son château en France, « où ils ont gelé et mal mangé ». Le comte avait, paraît-il, un défaut de prononciation, il disait, par exemple, « un troteteur de tilotetti », pour « un professeur de philosophie ». Il avait aussi l'habitude de dire: « C'est un de mes amis, je le connais ». Il vivait encore en 1897 et fréquentait assez régulièrement les réceptions du jeudi de madame Hector Fabre¹⁷.

Le marquis de Ripert-Monclar

Le marquis de Ripert-Monclar fut consul général de France, avec résidence à Québec, de 1885 à 1886, quand il fut remplacé par Georges Dubail.

Cette famille est de très ancienne noblesse de Provence, mais originaire du Dauphiné.

Fils du marquis André-Victor-Amédée Ripert d'Artaud de Montauban de Monclar, chevalier de Malte¹⁸, et de Marie-Clémentine de Jerningham (fille d'Edouard, frère cadet de lord Stafford, pair d'Angleterre) mariés en 1838, Joseph-Aimé-Amédée-François naquit dans

17. Note du juge Surveyer.

18. Note fournie par M. Régis Roy. Elle est tirée de *l'Etat de la Noblesse de France*, par Lachesnaye des Bois; voir aussi *Burke's Peerage*, 1863.

les Basses-Alpes, le 31 mai 1844, et il fit ses études à Paris. Nommé archiviste paléographe et attaché à la direction politique au ministère des Affaires Etrangères, le 20 novembre 1864, il fut détaché pour remplir les fonctions de troisième secrétaire à Mexico, le 12 janvier 1866. Chevalier de la Légion d'honneur, le 10 août 1867, il fut attaché de nouveau à la direction politique du ministère en octobre suivant. Le 6 octobre 1869, le marquis de Monclar passa comme secrétaire de troisième classe à Lima et il y remplit les fonctions de chargé d'affaires, du 23 mai 1870 au 17 avril 1871. Du premier juillet 1871 au 18 février 1873, on le retrouve chargé d'affaires à Santiago, Chili. Le ministre des Affaires Etrangères le confirma secrétaire de cette légation, puis le 18 juin 1873, il fut promu consul de seconde classe à Tiflis. Il fut transféré à Brème, le 13 mars 1877, puis à Stuttgart, le 27 avril 1878. Le 13 juillet 1880, le marquis de Monclar était consul de seconde classe à Florence, puis à Montevideo et, le 19 juillet 1883, il devenait consul général.

Le marquis de Monclar était officier d'Académie lors de son arrivée à Québec.

L'Événement du 7 mai 1886 disait que les consuls de France et d'Espagne avaient assisté pendant la nuit entière, aux débats de l'Assemblée législative. L'on y discutait l'affaire Riel qui avait fait grand bruit par toute la province, et que Honoré Mercier avait amenée en Chambre.

Léon Duchastel de Montrouge

Né à Paris, le 17 avril 1848, Léon-Hilaire-Alexandre était le fils aîné du baron Jules-Jean-Baptiste Duchastel de Montrouge et de Julie Pélerin. Ses parents habitaient Paris et leur domaine de Monthoury à Dammard, près de la Ferté-Milan, département de l'Aisne. La famille était originaire de Reims, France.

Il fit une partie de ses études au Collège Stanislas (1864-1866) à Paris. Après un court stage comme clerc à Estampes, il s'embarqua

pour l'Amérique où il embrassa la carrière diplomatique. Ses services peuvent se résumer comme suit :

Services administratifs, 17 octobre 1871 au 15 novembre 1873; commis de chancellerie à New-York, 15 novembre 1874; chancelier de troisième classe à Charleston, 14 novembre 1878; à Chicago, 5 août 1880; à Québec, 1er juillet 1881; chancelier de deuxième classe, 17 septembre 1883; en charge du consulat général de Québec, du 1er avril 1883 au 23 juillet 1885; chancelier de première classe, 12 novembre 1887; officier d'Académie, le 29 décembre 1887; à Amsterdam, le 30 janvier 1889; vice-consul, le 31 janvier 1892; chargé de la chancellerie de Montréal, le 8 juin 1894, consul de seconde classe, le 1er février 1895; chevalier de la Légion d'honneur, 12 juillet 1902; consul à Vancouver, le 14 juin 1906; à sa retraite, 1908. Il était aussi officier de l'Ordre de Nichan, de Tunis, et officier du Cambodge (15 septembre 1890).

M. Duchastel rentra alors en France après un séjour à Montréal et il habita Paris et son château de Monthoury. Il mourut à Paris, le 27 avril 1929. M. Duchastel avait épousé à New-York, le 7 juin 1877, Anita Snyder et eut six enfants.

Son fils Jules-Alexandre, né à New-York, le 1er septembre 1878, fit ses études en France, en Hollande et au Canada. Il sortit de l'École Polytechnique de Montréal, en 1901, avec le degré d'ingénieur civil. Il fut au service du Pacifique Canadien jusqu'en 1906, puis devint gérant-adjoint du port de Montréal. Il est mort le 20 février 1938.

Il épousa, en octobre 1904, Jeanne, fille du juge en chef sir Alexandre Lacoste. Au mois d'août 1909, Anita, fille du consul, épousait son beau-frère, M. Paul Lacoste, avocat, C.R., bâtonnier du barreau de Montréal.

Louise (Mme Albert Duchesnay), Gabrielle (des Dames du Sacré-Coeur), Jacques, attaché à la Légation canadienne de Paris; et Marie-René, décédé, à l'âge de sept ans, le 16 mars 1901.

M. Duchastel était cousin de la Mère Séraphine (née Adéline Lucas) qui fonda à Montréal le couvent des Carmélites et en fut la première supérieure.

Il avait hérité du titre de baron à la mort de son père, en 1889, mais il ne le porta jamais officiellement. Ce titre héréditaire déposé aux Archives Nationales, Paris, fut accordé par décret au Palais des Tuileries, le 2 janvier 1814, sous Napoléon I^{er}.

George Dubail

Il remplaça, en 1886, le marquis de Ripert-Monclar qui n'avait agi qu'un an.

M. Léon Duchastel de Montrouge avait fait l'intérim en 1886, après le départ du marquis.

M. Dubail servit jusqu'en 1890 quand il fut remplacé par le comte de Turenne.

Pendant le séjour au Canada de M. Dubail, Faucher de Saint-Maurice lui demanda de prendre l'initiative d'érection d'un monument sur l'île Saint-Georges, à Halifax, à la mémoire du duc d'Anville et des soldats français et canadiens tombés devant Louisbourg en 1746¹⁹.

L'Événement du 29 mai 1886 annonçait que, sur l'avis du ministre du commerce de France, M. Dubail avait réuni le jeudi soir précédent, à l'hôtel Windsor, Montréal, les principaux négociants français de cette ville en vue d'établir dans la métropole commerciale du Canada, une Chambre de Commerce française. Le maire de Montréal, M. Honoré Beaugrand, assura M. Dubail de sa coopération et de son appui à la nouvelle institution.

Un comité provisoire fut chargé d'élaborer des statuts afin de les soumettre à une commission générale. Furent nommés membres

18a. Merci à M. Léon Duchastel, petit-fils du consul, qui nous a aimablement aidé dans ces notes.

19. *B.R.H.*, 1914, pp. 91 et 92.

de ce comité MM. A. Chanteloup, A. Girard, L. Fréchon, M. Schwob et L.-B. de Gonzague²⁰.

Un mois plus tard, la nouvelle Chambre était constituée à une assemblée présidée par M. Dubail. Étaient présents à cette assemblée, l'honorable M. Chapleau, l'honorable M. Wurtele, le maire de Montréal et M. Faucher de Saint-Maurice.

La lecture des statuts fut faite par le consul et ils furent adoptés. Les officiers élus furent: M. Schwob, président; A. Girard, vice-président; M. Galibert, trésorier; L. Fréchon et L.-B. de Gonzague, secrétaires; MM. Doin et Gendron, conseillers.

On annonça qu'une puissante compagnie française, disposant déjà d'une flotte considérable, était disposée à établir une ligne directe de vapeurs entre la France et le Canada.

Vingt-cinq adhérents avaient signé la nouvelle constitution.

Le comte de Turenne d'Aynac

Le comte de Turenne d'Aynac fut le successeur de George Dubail en qualité de consul général de France au Canada.

Il était le fils du marquis de Turenne d'Aynac, chevalier de la Légion d'honneur, et de sa femme, née de la Tour du Pin. Il était secrétaire d'ambassade en 1873. Son frère aîné, le comte Guy, ancien lieutenant de vaisseau, était lui aussi chevalier de la Légion d'honneur, ainsi que son frère cadet Louis, sous-lieutenant de cavalerie, en 1873. Cette famille descend des anciens vicomtes de Turenne²¹.

L'Événement du 2 mai 1890, souhaitait la plus cordiale bienvenue au comte de Turenne qui venait d'arriver le jour même à Québec, par le convoi du Pacifique Canadien. Il avait été reçu à la gare par le comte de Lauvrières et plusieurs Canadiens.

Il prit la direction de son consulat le 23 mai 1890. Le comte de

20. *La Patrie*, 29 mai 1886.

21. Lachesnaye des Bois, *Etat de la Noblesse de France*. Note communiquée par M. Régis Roy.

Lauvrières avait rempli les fonctions de consul pendant quatorze mois. Il s'était acquitté de sa charge avec tact et fermeté.

Au nom de la population de langue anglaise, le *Morning Chronicle* se félicitait de l'arrivée du nouveau consul général.

M. de Turenne exerça ses hautes fonctions, de 1890 à 1893, mais il demeura consul titulaire jusqu'à l'année suivante. M. Maxime Durand fut chargé de l'intérim jusqu'à l'arrivée au pays de M. Alfred Kleczkowski.

Maxime Durand

La *Minerve* du 11 août 1893 annonçait que M. Maxime Durand, vice-consul, s'embarquait ce jour-là sur la *Champagne* pour prendre la gérance du consulat général de France à Québec, M. de Turenne partant en congé. Il arriva à destination vers la fin du mois.

Le même journal apprenait à ses lecteurs, le 9 octobre suivant, que M. Durand avait reçu un cablogramme lui annonçant la nouvelle de la naissance de son premier enfant, le 1er octobre, à Paris, et il ajoutait que madame Durand viendrait rejoindre son mari à Québec au mois de décembre.

Le 18 novembre 1893, le gouvernement français, par l'entremise de M. Durand, souscrivait au fonds du monument Maisonneuve à Montréal la somme de cinq cents francs.

M. Durand remplit les fonctions de consul général jusqu'à l'arrivée de M. Kleczkowski en août 1894.

Alfred Kleczkowski

Successeur du comte de Turenne d'Aymac, en 1894, M. Kleczkowski clot brillamment la liste des hommes distingués qui furent les représentants officiels de la France au Canada pendant la dernière moitié du XIXe siècle. Le nouveau titulaire transporta le consulat général à Montréal peu de temps après son arrivée au pays. Le

gouvernement français avait constaté que le commerce avec la France y était beaucoup plus considérable qu'à Québec.

M. Kleczkowski était de descendance polonaise. Il naquit le 6 janvier 1851.

Licencié en droit, il entra dans le service consulaire de France, le 15 mai 1879, et il devint chef consul deux ans plus tard. Consul de deuxième classe en 1882, il fut promu à la première classe en 1888. Chevalier de la Légion d'honneur en 1882, il fut nommé officier d'Académie en 1885. Consul intérimaire à Alexandrie, Egypte, lors du bombardement de cette ville par la flotte anglaise en 1882, il représenta son gouvernement à la Commission internationale d'indemnité. En 1884, le gouvernement français lui assigna des devoirs spéciaux, puis il devint consul à Alexandrie. Secrétaire de la Conférence pour l'extension des traités de commerce avec la Suède et la Norvège en 1891, il devint consul à Dublin, Irlande, en janvier 1894, puis consul général à Québec, en juillet suivant.

Le 14 octobre 1895, un grand pas vers l'indépendance économique du Canada était franchi, un traité de commerce entre la France et le Canada entra en vigueur. C'est la première fois qu'un traité ait été négocié directement entre les pays intéressés, sans l'intervention de la Grande-Bretagne. Une nouvelle convention fut signée à Paris, le 19 septembre 1907, et elle fut ratifiée par le parlement canadien le 1er février 1910. Depuis, des traités de commerce avec l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, l'Italie, le Japon et autres pays ont été conclus.

Au mois d'août 1897, M. Kleczkowski et M. Girard, ministre plénipotentiaire de France en Chine, alors en visite au Canada, furent admis membres d'honneur de la tribu iroquoise à Oka.

Bel homme, de haute taille — il mesurait plus de six pieds — d'une forte corpulence, il portait toute sa barbe taillée en pointe. Possédant des manières distinguées, brillant orateur, conférencier fort goûté et fin lettré, il fut l'un de ceux que le public de l'Alliance Française aimait à entendre et à applaudir.

BIBLIOTHÈQUE
SANTOPIANO

M. Kleczkowski fut l'un des plus populaires représentants de la France au Canada et il a laissé de très bons souvenirs des douze années qu'il passa ici.

Après son départ du Canada, en 1906, M. Kleczkowski fut nommé ministre plénipotentiaire à Montevideo, puis à Rio-de-Janeiro. Il prit ensuite sa retraite.

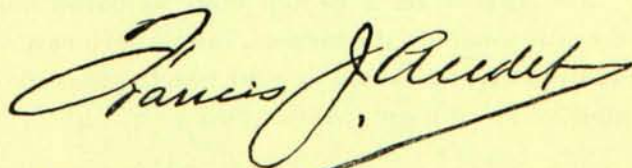
On trouve dans le livre-souvenir de l'inauguration du monument de Maisonneuve, à Montréal, le discours que prononça à cette occasion le consul général de France. Il avait eu un mot heureux, en qualifiant ce monument de « Symphonie de pierre ».

M. Kleczkowski était célibataire.

Conclusion

Les divers buts atteints à la suite de la création d'un consulat général furent: l'augmentation considérable du commerce entre la France et le Canada, accroissement qui a permis l'établissement d'une ligne directe de vapeurs français entre les deux pays ainsi que la négociation d'ententes commerciales; la création d'une chambre de commerce française à Montréal; des échanges intellectuels plus intenses, notamment, la fondation de groupes de l'Alliance Française à Montréal, à Ottawa, etc... Comme on le sait, le but de cette société est de mieux faire connaître ici la littérature et l'histoire de la France moderne. Des relations plus étroites entre les hommes de profession, avocats, médecins, artistes, etc., ont aussi été établies et, plus récemment, l'échange de professeurs entre les deux pays a aussi eu lieu.

Il est permis d'espérer que toutes ces oeuvres iront se développant tous les jours davantage et que de nouvelles créations auront lieu au fur et à mesure que le besoin s'en fera sentir.



Francis J. Audet

BIBLIOGRAPHIE

- Archives Publiques du Canada, Série E, 1856.
 Audet et Malchelosse: *Pseudonymes Canadiens*. Montréal, 1936.
 Barthe, J.-Guillaume: *Le Canada reconquis par la France*, Paris, 1855.
Bulletin des Recherches Historiques, Vols. 2, 7, 10 et 30; articles de P.-G. Roy, Benjamin Sulte et E.-Z. Massicotte.
Burke's Peerage, 1863.
 Chevalier, Armand: Renseignements du petit-fils du consul, obtenus par l'honorable Edouard Fabre Surveyer.
 Côté: *Political Appointments*, 1865.
 Du Hamel, le comte: *L'Angleterre, la France et la Guerre*, Paris, 1860.
 Journaux: *La Minerve*, 1859 et 1893. *Le Courrier du Canada*, 1859. *L'Événement*, 1876, 1881, 1886, 1890. *La Patrie*, 1886. *Quebec Morning Chronicle*, 1890.
 Lachesnaye des Bois: *Dictionnaire de la noblesse de France*, 1873.
 Lefaiivre, Albert: *La France Canadienne*. Paris, 1872.
Lettres du commandant de Belvèze, Bourges, 1892.
 Morgan, Henry-J.: *Canadian Men and Women*, 1898, 1912.
Parliamentary Companion, 1889.
Revue de l'Université d'Ottawa, 1938. Article de l'abbé Yon: « L'Ottawa vu par des Français depuis le XVIIIe siècle jusqu'à nos jours. »
 Roy, Pierre-Georges: *La Famille Renaud d'Avesne des Méloizes*. Lévis, 1907.
 Roy, Régis. Notes tirées du dictionnaire de Lachesnaye des Bois.
 Sulte, Benjamin: *Mélanges historiques*, Vol. 4, et *Bulletin des Recherches Historiques*.
 Surveyer, l'honorable Edouard-Fabre: Notes diverses.
 Turcotte, Gustave: *Le Conseil législatif de Québec, 1774-1933*.

LA PAROLE (Limited)
Drummondville, P. Q.